



Déclaration liminaire de la FSU CTSD « spécial Covid » du 27 avril 2021

Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

La reprise scolaire du 26 avril s'est faite dans un contexte sanitaire toujours préoccupant. Il est nécessaire de tout mettre en œuvre pour maintenir sur le long terme l'ouverture des écoles en assurant pleinement la sécurité des personnels et des élèves.

La question de la vaccination des personnels n'a pas véritablement avancé, et aucune politique n'est aujourd'hui définie pour vacciner tous les personnels qui en font la demande. Nos collègues sont légitimement inquiets à l'idée d'exercer sans pouvoir se faire vacciner, ils doivent faire l'objet d'une priorisation de la part du gouvernement. La stratégie de mise en œuvre de la politique de tests reste floue, sans que l'on sache si les objectifs ambitieux affichés se traduiront réellement sur le terrain. Où et comment seront organisées les prochaines campagnes de tests ? Qui sera chargé de tester les élèves ?

De plus, si la fermeture d'une classe à partir d'un cas positif au Covid, quel que soit le variant, est actée pour l'ensemble des départements, elle continue à exclure les adultes qui ne sont pas considérés comme cas contact lorsqu'un élève est positif, pas plus que les élèves ne le sont si le personnel est testé positif. Sans compter le déficit de traçage des élèves de maternelle qui reste moindre et ne permet pas une identification claire de la diffusion du virus.

De même, le ministère ne fournit aucun masque chirurgical ni aux élèves, ni aux personnels. Quant à l'allègement des effectifs, il n'est prévu qu'à partir de la classe de quatrième...et pas dans notre département pourtant encore très touché.

Au final, malgré les revendications posées depuis des semaines par la FSU, les conditions restent loin de ce qu'il faudrait pour maintenir une école sécurisée sous Covid.

L'école joue un rôle dans le maintien d'une partie de l'économie, pourtant la dotation de moyens spécifiques supplémentaires dans le cadre du plan de relance oublie totalement l'Education nationale.

L'école ne pourra, en effet, fonctionner, à court et à long terme, sans moyens supplémentaires. Concernant les besoins de rénovation du bâti et d'équipement (en capteurs de CO2, en purificateurs d'air, etc), le gouvernement doit agir, rapidement, en ce sens, avec les collectivités territoriales.

Les besoins en moyens humains, eux, n'ont fait l'objet que de quelques recrutements de personnels contractuels. Le remplacement continue à ne pas pouvoir être assuré correctement, car les quelques 5000 recrutements sur le territoire national ne seront pas suffisants. D'ailleurs, le métier souffre d'une grave crise de recrutement dû au manque de reconnaissance que subissent les personnels, le gouvernement arrivera-t-il seulement à recruter ces 5000 emplois et quand ? ou est-ce encore un effet d'annonce supplémentaire ? L'interdiction du brassage et de la répartition dans une autre classe des élèves implique la fermeture de la classe lors du non-remplacement d'un enseignant absent. Comment organiser la surveillance des élèves dans l'attente de l'hypothétique arrivée d'un remplaçant ?

En outre, il est inacceptable que la rentrée 2021 se prépare toujours avec des moyens humains insuffisants, alors que les besoins créés par plus d'une année d'école perturbée durablement par une crise inédite sont énormes. La FSU demande dans l'immédiat les moyens d'assurer les remplacements, et des créations de postes d'enseignants, d'AESH, de Psy-EN, de personnels administratifs, santé et sociaux, de vie scolaire dans les écoles et les établissements pour la rentrée de septembre, des moyens également pour annuler les fermetures de classes et de postes, répondre aux inégalités qui se creusent, et pouvoir vraiment anticiper une possible poursuite de la crise sanitaire.